

## ORAN

# La marche des médecins résidents violemment réprimée

**Les médecins résidents regroupés au sein du Camra ont réussi, hier, à Oran, leur action de protestation en parvenant, malgré le dispositif policier mis en place et la répression, à marcher en dehors de l'enceinte du CHUO.**

Ce sont en tout près de 4 000 résidents venus de 10 wilayas du pays, c'est-à-dire de toutes les facultés de médecine, qui ont organisé, hier matin, au CHU d'Oran un grand rassemblement national pour montrer et leur mobilisation et leur ancrage à l'échelle nationale dans une contestation qui ne faiblit pas et qui, au contraire, a retrouvé un second souffle depuis les propos humiliants d'Ouyahia et la répression du 1<sup>er</sup> juin à Alger.

D'ailleurs, c'est bien le Premier ministre qui a concentré sur sa personne les slogans les plus hostiles et les plus clairs des résidents puisqu'ils n'ont cessé de scander «Ouyahia dégage, Ouyahia assassin, Ouyahia hakada yourid !...» Alors que très tôt le matin, les policiers avaient pris place tout autour du CHUO, qui se trouve enclavé dans le quartier populaire le Plateau, les résidents ont attendu l'arrivée de leurs collègues venant de Sidi Bel Abbès, d'Alger, de Tizi-Ouzou et d'autres wilayas en observant un simple sit-in mais bruyant, transformant le CHUO qui n'a jamais connu une telle agitation.

Au bout de quelques heures, les résidents et les délégués du Camra ont donné le coup d'envoi pour entamer leur marche, leur objectif étant de sortir du CHUO et de se rendre au siège de la Wilaya.

Les URS ont aussitôt tenté de fermer les portes de sortie de l'hôpital mais rien n'y fit, puisque les résidents, en grand nombre, ont ouvert par la force les barrières et forcé le cordon des policiers. Dès le départ, les résidents vont être confrontés à la répression et la violence des policiers qui ont usé de la matraque à tout-va pour empêcher les médecins de sortir et de marcher. C'était sans compter sur leur détermination. Sous les coups et les insultes, projetés pour certains d'entre eux à terre, les résidents ont foncé sans rien sentir presque, certains s'empoignaient avec les URS très agressifs, qui n'arrêtaient pas de taper, même sur les jeunes femmes médecins.

C'est littéralement au pas de course que les médecins résidents avancèrent, débordant totalement les policiers qui tentaient tant bien que mal de se regrouper et de les bloquer. Provoquant à chaque



Comme à Alger (photo) les résidents d'Oran maintiennent la pression.

fois un éclatement de la marche qui se reconstituait quelques mètres plus loin.

Tout au long du boulevard Colonel Abderzak, les automobilistes, bloqués, jouent

du klaxon en guise de solidarité avec les médecins et parfois même les encouragent de la voix, quand ils assistent médusés à la brutalité policière.

Nous apprenons, à cet instant, qu'au moins 5 médecins ont été blessés, touchés aux jambes et aux genoux dont l'un assez sérieusement. N'arrivant pas à stopper la marche, les URS se repositionnent devant le siège de la Wilaya, où arrivèrent les quelque 4 000 manifestants hurlant «nous n'avons pas peur !» «policier hagar». Là, ils occupèrent la chaussée et restèrent pendant plus d'une heure entourés par les policiers, sur le qui-vive. A signaler qu'un groupe de travailleurs de l'ENCG, sans salaire depuis 6 mois,

manifestaient aussi au même instant devant la Wilaya. L'un de ces travailleurs, pris de malaise fut secouru par deux résidents qui se portèrent vers lui. La meilleure image et réponse qu'il soit aux allégations du Premier ministre, disant des médecins qu'ils abandonnaient la population et les malades. Les délégués du Camra ont rappelé à la fin de leur action de protestation que tant que les pouvoirs publics ne répondent pas à leurs revendications, le mouvement de grève se poursuivra. «Nous ne croyons plus en cette vieille génération qui est incapable de reconnaître la faillite et la déroute de sa politique sanitaire», dira-t-il.

F. M.

## ANNABA

## Distribution de 400 logements de type social-locatif à El Bouni

**L'attribution de 400 logements de type social locatif (LSL) au profit d'un nombre identique de familles occupant depuis des décennies, pour certaines d'entre elles, des baraques dans la localité de Bouzaaroura, commune d'El Bouni, a débuté dans la matinée d'hier mercredi dans la sérénité.**

L'opération de recasement se poursuivra aujourd'hui avec la remise des clés à l'ensemble des bénéficiaires, dont le nombre se trouve être important. Les autorités locales et les responsables de l'OPGI ont supervisé cette attribution de logements des F3 qui est intervenue après l'étude des recours.

Selon le DG adjoint de l'OPGI de la wilaya d'Annaba, Youcef Laouar, «il y a eu peu de recours durant cette opération. Ceux qui ont introduit des recours n'ont pas eu gain de cause en raison de la non-fiabilité de ces

recours». Interrogée sur le logement dont elle venait d'acquérir les clés, M<sup>me</sup> Djamila D., la soixantaine, mère d'une famille nombreuse, ayant vécu près de vingt ans dans ces taudis, rasés pour la circonstance, dira : «Non seulement j'ai bénéficié d'un logement neuf dans un environnement sain, mais également bien fini. Il est doté de toutes les commodités pour une vie digne, après l'enfer vécu dans les bidonvilles. Je crois que le mien est meilleur que celui d'une parente qui a opté pour un logement social participatif (LSP), pour lequel elle a

déboursé une importante somme, en plus de l'aide de 700 000 DA octroyée par l'Etat».

En effet, nous avons visité l'un de ces logements dont la surface est acceptable pour un F3, de plus de 70 m<sup>2</sup> avec un environnement se prêtant au repos et à la tranquillité. On y trouve des espaces verts et des aires de jeu pour les enfants, une amélioration nette dans la construction, avec la mise à la disposition des bénéficiaires d'une table en marbre dans la cuisine, et l'utilisation de la dalle de sol et de la faïence dans la cuisine et la salle de bains. Comme il y a eu l'installation de barreaux pour les balcons et les fenêtres des logements du rez-de-chaussée.

Ces commodités viennent compléter un environnement qui doit être préservé

par les nouveaux locataires Selon le DG adjoint de l'OPGI, maître de l'ouvrage, «ces améliorations sont dues à la révision à la hausse des prix au mètre carré, passant de 19 000 à 29 000 DA.

Sur les 4 225 logements sociaux locatifs (LSL) dont la distribution est programmée par l'Office tout au long de l'année 2011, près de 2 000 ont déjà été attribués durant les cinq premiers mois. Ils ont bénéficié aux habitants de Sidi Salem (450), El Bouni (400), dont 230 au titre du recasement, El Hadjar (230), Berrahal (225) et Ain Berda (166). 50 % de ces 4 225 unités locatives sont destinés aux habitants des quartiers du chef-lieu de la wilaya, nous font savoir les services de la wilaya d'Annaba.

A. Bouacha

## LEUR SIT-IN N'A PU SE TENIR HIER

## Des souscripteurs AADL-CNEP dénoncent l'interpellation policière

**Des souscripteurs au programme de location-vente AADL-CNEP n'ont pu tenir, hier, leur sit-in devant le ministère de l'Habitat.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ces souscripteurs ont été empêchés de se rassembler par des policiers et une vingtaine de personnes ont été interpellées dont une femme qui a été par la suite libérée.

Des souscripteurs ont été même battus. Une «forte interpellation» que ces souscripteurs dont certains se sont

déplacés à notre rédaction, «dénoncent fermement».

Et d'autant que ces souscripteurs, qui font partie du premier programme de location-vente et tiennent régulièrement des sit-in, ne font que «revendiquer leurs droits». Inscrits en 2001, ces postulants ont rempli toutes leurs obligations en matière de versement et ont été transférés vers le programme complémentaire AADL-CNEP.

Néanmoins, leurs demandes ne sont pas encore satisfaites dans la mesure où ce programme complémentaire prévoit seulement la réalisation et

la livraison de 4 000 logements à Rouiba et Réghaïa. Or, ces postulants dénoncent les attermoissements de l'administration qui exige d'eux d'établir une liste des bénéficiaires, puis refuse de l'afficher parce qu'elle «ne peut assurer les conditions de sécurité».

Voire, ces postulants estiment que ces attermoissements ne font que retarder le règlement de ce problème. Mais un problème qui perdure depuis déjà 10 ans alors que d'autres souscripteurs inscrits ultérieurement ont été déjà satisfaits.

C. B.

### DÉMANTÈLEMENT DU RÉSEAU DE VOLEURS DE VÉHICULES À SIDI-BEL-ABBÈS

#### Dix personnes sous mandat de dépôt à Sfisef

La police de Sfisef a démantelé, dernièrement, un réseau de voleurs de véhicules, composé de 13 membres. Le groupe avait planifié le vol de véhicules au niveau d'un parking de la localité de Sfisef. Après une discrète surveillance, la police a intercepté, dans la journée du 4 juin dernier, deux des voleurs en flagrant délit.

Ces derniers, en possession d'outils, s'apprêtaient à voler des véhicules.

Après l'interrogatoire, 8 comparses ont été arrêtés à leur tour alors que trois des autres voleurs restent actuellement en fuite. Les dix personnes arrêtées ont été écrouées par le procureur de la République du le tribunal de Sfisef et les fuyards sont activement recherchés.

#### Découverte d'un squelette, probablement d'un terroriste

Dans la journée de mardi dernier, un berger qui faisait paître son troupeau dans la forêt de Chegara, dans la localité de Taffessour au sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, a découvert un squelette à moitié enfoui dans la terre.

Le cadavre non identifié, et dont la mort remonte apparemment loin au vu de son importante décomposition, pourrait probablement être, selon nos sources, celui d'un terroriste, sachant que cette région avait vécu de douloureux moments durant la décennie noire du terrorisme.

A. M.